



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

**PROJET DE
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Marché Global Sectoriel

Article L.2171-5 du Code de la commande publique

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur - Maître d'ouvrage :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction du Pôle Investissements, Logistique, Achats et Transition Ecologique - Pôle logistique
- Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

**Marché global sectoriel relatif à la rénovation de la blanchisserie du Centre Hospitalier
Universitaire de Reims**

Procédure de passation :

Dialogue compétitif passé en application des articles L.2124-4, R.2124-3 3° et R.2124-5 du Code
de la commande publique

SOMMAIRE

PARTIE 1 – DISPOSITIONS COMMUNES	6
ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	6
1.1. - TYPE	6
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	6
1.3. - INTERVENANTS.....	6
1.4. - ALLOTISSEMENT	7
ARTICLE II - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	7
2.1. - FORME	7
2.2. - DÉCOMPOSITION EN TRANCHE	7
2.3. - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
2.4. - DURÉE DU MARCHÉ	7
2.5. - DÉLAI D'EXÉCUTION.....	7
2.6. - ORDRES DE SERVICES.....	8
2.7. - BONS DE COMMANDE DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE	8
ARTICLE III - FORME DES NOTIFICATIONS ET COMPUTATION DES DÉLAIS	8
ARTICLE IV - CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES	9
ARTICLE V - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE VI - ENGAGEMENT DES PARTIES	10
6.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES	10
6.1.1. - <i>Parties signataires</i>	10
6.1.2. - <i>Représentants du titulaire pour l'exécution du marché</i>	10
6.1.3. - <i>Remplacement d'une personne nommément désignée pour l'exécution du marché</i>	10
6.1.3.1 - <i>Remplacement à l'initiative du titulaire</i>	10
6.1.3.2 - <i>Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage</i>	10
6.1.4. - <i>Rôle du mandataire</i>	11
6.1.4.1 - <i>Principes</i>	11
6.1.4.2 - <i>Engagements opérationnels</i>	11
6.1.4.3 - <i>Liste non exhaustive des missions de coordination</i>	11
6.1.4.4 - <i>Périmètre temporel du rôle du mandataire</i>	12
6.1.5. - <i>Modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire</i>	12
6.1.6. - <i>Sous-traitance</i>	13
5.1.6.1 - <i>Déclaration en cours d'exécution</i>	13
5.1.6.2 - <i>Sous-traitance directe</i>	13
5.1.6.3 - <i>Sous-traitance indirecte</i>	14
6.1.7. - <i>Part minimale de l'exécution du contrat que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans</i>	14
6.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	14
6.3. - ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION	14
6.4. - RESPECT DE LA CONFIDENTIALITÉ.....	15
6.5. - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	15
6.6. - MESURES DE SÉCURITÉ	15
6.7. - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	15
6.8. - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ.....	15
ARTICLE VII - UTILISATIONS DES RÉSULTATS	16
7.1. - CONCERNANT LES TRAVAUX	16
7.1.1. - <i>Droits du maître d'ouvrage</i>	16
7.1.2. - <i>Droits du titulaire</i>	16
7.1.3. - <i>Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire</i>	16
7.2. - CONCERNANT LE PROCESS	16
ARTICLE VIII - ASSURANCES	17
8.1. - ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE.....	17
8.2. - ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE	17
8.3. - ASSURANCES DES SOUS-TRAITANTS.....	17
8.4. - JUSTIFICATION DES POLICES D'ASSURANCES SOUSCRITES.....	17
ARTICLE IX - CLAUSE DE RÉEXAMEN	18

ARTICLE X - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	18
10.1. - MODALITÉS DE FACTURATION	18
10.2. - DÉLAI DE PAIEMENT.....	18
10.3. - INTÉRÊTS MORATOIRES	19
ARTICLE XI - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS EN FIN DE PARTIE TECHNIQUE	19
ARTICLE XII - RÉSILIATION DU MARCHÉ	19
12.1. - RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	19
12.2. - RÉSILIATION DU MARCHÉ POUR FAUTE DU TITULAIRE.....	19
12.3. - RÉSILIATION DU MARCHÉ POUR DÉCÈS, INCAPACITÉS CIVILE OU PHYSIQUE DU TITULAIRE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	20
12.4. - RÉSILIATION EN CAS DE GROUPEMENT	20
12.5. - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES ÉTUDES ET DES TRAVAUX	20
12.6. - PROCÉDURE DE RÉSILIATION	20
12.7. - DÉCOMPTE DE RÉSILIATION	21
ARTICLE XIII - MESURES COERCITIVES	21
13.1. - DÉFAILLANCE DE L'UN DES MEMBRES DU GROUPEMENT	21
13.2. - DÉFAILLANCE DU MANDATAIRE	22
ARTICLE XIV - RÈGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE.....	22
PARTIE 2 – CONCEPTION-RÉALISATION	24
ARTICLE XV - ÉTUDES DE CONCEPTION.....	24
15.1. - ÉTUDES DE CONCEPTION SOUMISES AU VISA DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	24
15.2. - DEMANDES D'AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	25
ARTICLE XVI - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	25
16.1. - PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	25
16.2. - VÉRIFICATION QUALITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET ÉPREUVES	25
16.3. - VÉRIFICATION QUANTITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	26
16.4. - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	26
ARTICLE XVII - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	27
17.1. - PÉRIODE DE PRÉPARATION	27
17.2. - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	27
17.3. - CALENDRIER D'EXÉCUTION.....	28
17.4. - GESTION DE LA QUALITÉ	28
17.5. - REGISTRE DE CHANTIER	28
17.6. - ÉTUDES D'EXÉCUTION	28
17.7. - MODIFICATIONS APPORTÉES AUX STIPULATIONS CONTRACTUELLES	29
17.8. - ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER	29
17.8.1. - Organisation du chantier	29
17.8.2. - Hygiène du chantier, sécurité et mesures d'ordre	29
17.8.3. - Lutte contre le travail dissimulé	30
17.8.4. - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	30
17.9. - DÉGRADATIONS CAUSÉES AUX VOIES PUBLIQUES.....	30
17.10. - DOMMAGES DIVERS CAUSÉS PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITÉS DE LEUR EXÉCUTION..	30
17.11. - GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER	30
17.12. - ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL ET DES MATÉRIAUX SANS EMPLOI	30
ARTICLE XVIII - CONTRÔLES, RÉCEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES	31
18.1. - ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES	31
18.1.1. - Généralités	31
18.1.2. - Autocontrôles.....	31
18.1.3. - Essais.....	31
18.2. - COMMISSION DE SÉCURITÉ.....	31
18.3. - VICES DE CONSTRUCTION	32
18.4. - RÉCEPTION.....	32
18.5. - RÉCEPTIONS PARTIELLES	33
18.6. - MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	33
18.7. - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	34

18.8. - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	34
18.9. - DÉLAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT.....	34
18.10. - GARANTIES PARTICULIÈRES.....	35
18.10.1. - Garantie de bon fonctionnement des équipements.....	35
18.10.2. - Garantie des matériaux de synthèse.....	35
18.10.3. - Garanties particulières de fonctionnement d'installations de haute technicité.....	35
18.10.4. - Garantie décennale.....	35
ARTICLE XIX - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES.....	35
19.1. - RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	35
19.2. - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES	36
19.2.1. - Modalités d'établissement des prix.....	36
19.2.2. - Prestations fournies au titulaire.....	36
19.2.3. - Caractéristiques des prix pratiqués.....	36
19.3. - VARIATION DANS LES PRIX	36
19.3.1. - Type de variation des prix.....	36
19.3.2. - Mois d'établissement des prix du marché.....	36
19.3.3. - Choix des index de référence.....	36
19.3.4. - Modalités de variation des prix.....	37
19.3.5. - Variations provisoires	37
19.3.6. - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	37
ARTICLE XX - DEMANDES DE PAIEMENT, ACOMPTES ET DÉCOMPTES	37
20.1. - DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELLE.....	37
20.2. - ACOMPTES MENSUELS	38
20.3. - DEMANDE DE PAIEMENT FINALE	38
20.4. - DÉCOMPTÉ GÉNÉRAL - SOLDE.....	39
20.5. - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	39
20.5.1. - Modalités de paiement direct	39
20.5.1.1 - Cotraitants.....	39
20.5.1.2 - Sous-traitants.....	40
20.5.2. - Monnaie de compte du marché.....	40
ARTICLE XXI - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	40
21.1. - AVANCE.....	40
21.2. - RETENUE DE GARANTIE	41
ARTICLE XXII - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES.....	41
22.1. - MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	41
22.2. - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	42
22.3. - DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	42
ARTICLE XXIII - DÉLAIS.....	42
23.1. - FIXATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	42
23.2. - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	43
ARTICLE XXIV - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	43
24.1. - GÉNÉRALITÉS SUR LES PÉNALITÉS.....	43
24.2. - PÉNALITÉS RELATIVES À LA CONCEPTION DE L'OUVRAGE	43
24.3. - PÉNALITÉS RELATIVES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	44
24.4. - PÉNALITÉS RELATIVES À LA TENUE DU CHANTIER	45
24.5. - PÉNALITÉS RELATIVES AU QUOTA DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET ARTISANS.....	45
24.5.1. - Absence de transmission du tableau de suivi.....	45
24.5.2. - Non-respect des engagements contractuels en termes de quotas	45
24.6. - PÉNALITÉ RELATIVE À LA SOUS-TRAITANCE	45
24.6.1. - Pénalité applicable en cas de défaut de communication du contrat de sous-traitance	45
24.6.2. - Pénalité applicable en cas de sous-traitance occulte.....	45
24.6.3. - Pénalité pour retard dans la régularisation d'un sous-traitant.....	45
24.7. - PÉNALITÉS RELATIVES À L'OBLIGATION D'IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE SÉCURISÉE DES PERSONNES PRÉSENTES SUR LE CHANTIER	46
24.7.1. - Absence du port de la carte d'identification professionnelle	46
24.7.2. - Absence de transmission de l'enregistrement des personnes employées sur le chantier.....	46
24.8. - PÉNALITÉ EN CAS DE DÉTACHEMENT D'ÉTRANGERS.....	46
24.8.1. - Pénalités relatives la déclaration de détachement	46
24.8.2. - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	46

24.8.3. - Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail.....	46
24.9. - PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	46
24.10. - TRANSMISSION DES SOUS-DÉTAILS DE PRIX.....	46
24.11. - PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CHU DE REIMS.....	46
24.12. - CUMUL DES PÉNALITÉS.....	46
24.13. - PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	46
24.14. - PRIMES D'AVANCE.....	46
PARTIE 3 – MAINTENANCE.....	47
ARTICLE XXV - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	47
25.1. - MAINTENANCE PRÉVENTIVE.....	47
25.1.1. - Objectifs.....	47
25.1.2. - Limites de prestations.....	47
25.1.3. - Comptes-rendus.....	47
25.2. - MAINTENANCE CORRECTIVE.....	48
25.2.1. - Objectifs.....	48
25.2.2. - Limites de prestations.....	48
25.2.3. - Comptes-rendus.....	48
ARTICLE XXVI - CONDITIONS D'EXECUTION.....	48
26.1. - MODALITÉS DE COMMANDE.....	48
26.2. - PÉRIODE D'INTERVENTION ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	48
26.2.1. - Maintenance préventive.....	48
26.2.2. - Assistance et formation des différents utilisateurs.....	48
26.2.3. - Maintenance corrective.....	48
26.3. - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	49
ARTICLE XXVII - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	49
27.1. - NATURE DES OPÉRATIONS.....	49
27.2. - FRAIS DE VÉRIFICATION.....	49
27.3. - DÉLAIS DE VÉRIFICATION.....	49
27.4. - DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION.....	50
27.4.1. - Vérifications quantitatives.....	50
27.4.2. - Vérifications qualitatives.....	50
27.5. - ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET.....	50
27.5.1. - Admission.....	50
27.5.2. - Ajournement.....	50
27.5.3. - Réfaction.....	50
27.5.4. - Rejet.....	51
ARTICLE XXVIII - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	51
28.1. - CONTENU DES PRIX.....	51
28.2. - FORME DES PRIX DANS LE CADRE DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE.....	51
28.3. - FORME DES PRIX DANS LE CADRE DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	51
28.4. - VARIATION DES PRIX - CHOIX DU TYPE DE VARIATION DES PRIX.....	52
28.4.1. - Prestations de maintenance préventive.....	52
28.4.2. - Prestations de maintenance corrective.....	52
28.5. - OFFRE PROMOTIONNELLE.....	52
ARTICLE XXIX - PÉNALITÉS.....	52
29.1. - PÉNALITÉS RELATIVES AUX OBLIGATIONS DE RÉSULTAT.....	52
29.2. - PÉNALITÉS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS DE PERFORMANCES.....	53
29.3. - PÉNALITÉS DUES POUR LE NON-RESPECT DES DÉLAIS DE REMISE DES RAPPORTS.....	54
29.4. - CUMUL DES PÉNALITÉS.....	54
29.5. - PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	54

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ

1.1. - Type

☐ Fournitures

☐ Services

☒ **Travaux**

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet **la rénovation de la blanchisserie du Centre Hospitalier Universitaire de Reims**.

Le marché regroupe l'ensemble des prestations de conception et de réalisation nécessaires à la réalisation des ouvrages, et plus précisément :

- La conception des ouvrages,
- La réalisation des travaux en assurant la poursuite de l'activité de blanchisserie,
- La garantie de parfait achèvement (GPA),
- La maintenance de niveau 4 et/ou 5 dans le cas où le maître d'ouvrage décide de retenir la(es) PSE correspondante(s).

La description des travaux et de leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Programme Technique Détaillé (PTD) et ses annexes.

Les travaux sont exécutés au Centre Hospitalier Universitaire de Reims à l'adresse suivante :

Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

1.3. - Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage est le Centre Hospitalier Universitaire de Reims. La personne signataire du marché est Madame la Directrice Générale.

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Contrôle Technique (CT) :

Les travaux à réaliser sont soumis au contrôle technique prévu aux articles L.125-1 à L.125-6 et R.125-1 à R.125-21 du Code de la construction et de l'habitation.

Le maître d'ouvrage désignera un contrôleur technique agréé. Le titulaire doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique agréé que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation d'ouvrage.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique, ainsi que le nom et les coordonnées du contrôleur technique, seront communiquées dès que celui-ci sera désigné.

Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) :

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises, lorsqu'elles s'imposent, et de prévoir, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Le niveau de mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, ainsi que le nom et les coordonnées du coordonnateur SPS, seront communiqués dès que celui-ci sera désigné par le maître d'ouvrage.

1.4. - Allotissement

Les travaux sont répartis en **2 lots** définis ci-dessous :

LOT N°	INTITULÉ
1	Rénovation de la blanchisserie
2	Tri automatique

ARTICLE II - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

2.1. - Forme

Concernant la conception et la réalisation, le présent marché prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

Le marché est traité par application d'un prix global et forfaitaire au sens de l'article R.2112-6 du Code de la commande publique.

Concernant la maintenance dans le cas où le maître d'ouvrage décide de retenir la(es) PSE correspondante(s), le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire ou multi-attributaires :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum mais avec un maximum correspondant à deux fois le montant estimé fixé par le candidat dans son offre.

Le montant maximum pour chacun des lots sera fixé définitivement à l'issue du dialogue au stade de l'offre finale.

Le titulaire s'engage pour le maximum.

2.2. - Décomposition en tranche

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranche.

2.3. - Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure avec le maître d'œuvre un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle le nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2.4. - Durée du marché

Concernant la maintenance dans le cas où le maître d'ouvrage décide de retenir la(es) PSE correspondante(s), la durée sera définitivement fixée à l'issue du dialogue au stade de l'offre finale.

2.5. - Délai d'exécution

Concernant la conception et la réalisation, le délai d'exécution du marché est de **2 ans**. Ce délai comprend les études de conception, la période de préparation et le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux à compter de la réception de l'ordre de service.

2.6. - Ordres de services

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et signés par le maître d'ouvrage.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de **quinze jours**, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le titulaire visent à informer le maître d'ouvrage qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage.

En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de **quinze jours**, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Sous réserve du précédent alinéa, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour formuler des observations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations.

2.7. - Bons de commande dans le cadre de la maintenance

Les bons de commande sont notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage dans un délai de **quinze jours** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

ARTICLE III - FORME DES NOTIFICATIONS ET COMPUTATION DES DÉLAIS

Les notifications qui font courir un délai peuvent être faites :

- par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- par échange dématérialisé ou support électronique envoyé à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire ayant l'obligation d'en accuser réception dans un délai de **trois jours ouvrés**, à défaut la réception sera attestée par la notification de l'état de distribution ;
- par remise en main-propre contre récépissé ;
- par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information ;
- par l'émission d'un ordre de service.

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsqu'il est exprimé en semaine, il s'entend en semaine calendaire et expire à la fin du dernier jour considéré.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire au maître d'ouvrage pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

En cas groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

ARTICLE IV - CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES

Au sens du présent article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte.

Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du titulaire, soit du maître d'ouvrage.

Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

Le maître d'ouvrage fixe la date des constatations ; lorsque la demande est présentée par le titulaire, cette date ne peut être postérieure de plus de **dix jours** à celle de la demande.

Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage contradictoirement avec le titulaire.

Si le titulaire refuse de signer ce constat, ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les **quinze jours** qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au maître d'ouvrage.

Si le titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

ARTICLE V - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- ◇ l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières ;
- ◇ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ◇ le Programme Technique Détaillé (PTD) et ses annexes ;
- ◇ le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC) et ses modifications ultérieures ;
- ◇ les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage ;
- ◇ le règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) le cas échéant ;
- ◇ le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux ;
- ◇ l'offre technique du titulaire ;
- ◇ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- ◇ le cas échéant, si l'opération fait l'objet d'une démarche BIM, le cahier des charges BIM du maître d'ouvrage ;
- ◇ le cas échéant, si l'opération fait l'objet d'une démarche BIM, la convention BIM et ses évolutions successives.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seul foi.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Une prestation incluse dans l'offre qui serait d'un niveau supérieur à celui exigé dans le PTD ne constitue pas une contradiction. Dans ce cas, le titulaire est engagé à exécuter la prestation de niveau supérieur.

En outre, le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables à l'opération, au site et au présent marché, et déclare en avoir tenu compte pour la constitution du prix du marché.

ARTICLE VI - ENGAGEMENT DES PARTIES

6.1. - Identification des parties

6.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims représenté par sa Directrice Générale.
- et
- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

6.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Centre Hospitalier Universitaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

6.1.3. - Remplacement d'une personne nommément désignée pour l'exécution du marché

6.1.3.1 - Remplacement à l'initiative du titulaire

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au maître d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de **trente jours** à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de **trente jours** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le titulaire dispose de **trente jours** pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le maître d'ouvrage est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le maître d'ouvrage, une pénalité de **500 € HT** par jour de retard sera appliquée jusqu'à la présentation d'un remplaçant accepté.

Au-delà d'**un mois** de retard ou en cas de refus manifeste du titulaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article XII.

6.1.3.2 - Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage

En cas d'insuffisance avérée d'une personne nommément désignée pour l'exécution du marché sur l'un de ses domaines de compétences fondamentaux ou en cas de comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants, le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne concernée.

Le titulaire devra proposer un remplaçant dans un délai de **trente jours** à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé disposera à minima de compétences équivalentes et sera soumis à l'approbation du maître de l'ouvrage dans les mêmes conditions que l'article 6.1.3.1.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le maître d'ouvrage, une pénalité de **500 € HT** par jour de retard sera appliquée jusqu'à la présentation d'un remplaçant accepté.

Au-delà d'**un mois** de retard ou en cas de refus manifeste du titulaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article XII.

6.1.4. - Rôle du mandataire

6.1.4.1 - Principes

Le présent article a pour objet de préciser les exigences du maître d'ouvrage sur le rôle attendu du titulaire selon deux grandes directives :

- 1) Le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage, du CT, CSPS et de leurs sous-traitants éventuels. A ce titre, toutes les notifications et demandes relatives à l'exécution du marché seront valablement faites au mandataire du groupement, quel que soit le membre du groupement concerné par la notification ou la demande.
- 2) Le mandataire du groupement est pleinement responsable de la coordination, du pilotage et du bon accomplissement des engagements de l'ensemble du groupement, qu'ils soient cotraitants, sous-traitants ou sous-traitants de cotraitants, vis-à-vis du maître d'ouvrage et des parties prenantes, sans préjudice des responsabilités propres à chaque membre du groupement.

6.1.4.2 - Engagements opérationnels

Le mandataire s'engage à représenter le groupement d'une seule voix lors des réunions officielles et à faire preuve d'une communication unifiée, structurée et conforme aux directives qui seront formalisées après notification du marché.

Il est garant du respect du calendrier, de la qualité, des engagements contractuels et des objectifs opérationnels du projet. A ce titre, il assume une obligation de résultat en matière de coordination, d'organisation et de pilotage du groupement.

6.1.4.3 - Liste non exhaustive des missions de coordination

A titre d'illustrations et de précisions, sans que la liste ci-après soit exhaustive, le mandataire doit assurer une coordination globale de ses partenaires pour les sujets suivants :

- Présentation de l'offre,
- Établissement des quantités,
- Mise au point du marché,
- Tout échange de nature contractuelle,
- Contrôle et gestion de tous les documents administratifs (FTM, OS, avenants...),
- Présentation et gestion en temps et en heure des sous-traitants,
- Encadrement de tout l'ensemble des membres (mandataire, co-traitants, soustraitants),
- Plans Qualité,
- Rédaction et transmission de toutes les correspondances importantes (lettre, bordereau d'envoi...),
- Installation de chantier,
- Respect des règles d'hygiène et de sécurité de chantier,
- Respect des dispositions environnementales du chantier,
- Respect des dispositions HQE le cas échéant,
- Établissement et mise à jour des documents d'exécution,
- Qualité des documents d'exécution,
- Homogénéisation des documents d'exécution entre mandataire, co-traitants et soustraitants,
- Direction de la cellule de synthèse,
- Présentation des échantillons,
- Réalisation des prototypes,
- Réalisation des locaux témoins,
- Réalisation des locaux premiers de série,
- Préparation de tous les documents nécessaires aux différentes réunions,
- Parler d'une voix unique lors des diverses réunions,
- Respect du délai contractuel et du calendrier détaillé d'exécution pour les études d'exécution,
- Direction de synthèse d'exécution, les travaux et les phases de réception,

- Mission d'OPC complète comprenant :
 - Édition du planning général Etudes / EXE en concertation avec ses sous-traitants,
 - Identification des jalons clés pour la mission DET et détails de restitution des dossiers d'EXE et des visas,
 - Organisation et gestion des réunions EXE et SYN,
 - Respect du planning des études établi,
 - Présentation des mesures compensatoires si non-respect du planning,
 - Mise à jour du planning DET et recalage si besoin,
 - Pointage hebdomadaire du planning général EXE,
 - Rédaction des tableaux de suivi hebdomadaire des « visa »,
 - Rédaction des tableaux mensuels de validation des échantillons,
 - Edition hebdomadaire de la courbe des effectifs,
 - Pointage des retards pour en déterminer les causes,
 - Rédaction et diffusion des CR hebdomadaires de coordination,
 - Organisation des réunions de coordination sur les interventions avec les services d'exploitation et/ou concessionnaires.
- Interventions sur chantier,
- Réalisation des travaux,
- Réalisation des autocontrôles,
- Qualité des travaux,
- Respect des indications et directives énoncées par le maître d'ouvrage, CT, CSPS et de leurs sous-traitants,
- Respect des règles de communication qui seront formalisées après notification du marché par le maître d'ouvrage,
- Toutes actions relatives aux essais,
- Toutes actions relatives aux mises en service,
- Toutes actions à mener pour arriver à demander les opérations préalables à la réception,
- Toutes actions à mener pour arriver à la levée complète des réserves,
- Établissement des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) et Tels Que Construits (TQC),
- Toutes actions permettant le passage de la Commission de sécurité incendie,
- Toute intervention pendant l'année de Garantie de Parfait Achèvement (GPA),
- Toute intervention pendant les deux ans de garantie de bon fonctionnement,
- Toute intervention pendant et suite à des expertises éventuelles...

6.1.4.4 - Périmètre temporel du rôle du mandataire

Le rôle attendu du mandataire s'étend sur la période allant du dépôt de l'offre établie en qualité de soumissionnaire jusqu'à la fin de l'année de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) en qualité de titulaire, y compris prolongations éventuelles ainsi que jusqu'à la fin de la garantie biennale de bon fonctionnement et jusqu'à la fin des expertises éventuelles sans limite de durée. De même, en cas de convocation à une expertise, le mandataire accompagnera toujours les co-traitants et/ou sous-traitants concernés.

6.1.5. - Modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

6.1.6. - Sous-traitance

5.1.6.1 - Déclaration en cours d'exécution

En cas de sous-traitance, le membre du groupement qui sous-traite demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché.

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au maître d'ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 du Code de la commande publique s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

5.1.6.2 - Sous-traitance directe

Le sous-traitant direct est le sous-traitant du titulaire ou, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le sous-traitant de l'un des membres du groupement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le maître d'ouvrage notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire.

Le maître d'ouvrage peut demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Dès que l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement ont été obtenus, le titulaire fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de **quinze jours** courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité prévue à l'article 24.7.1.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance **trente jours** après cette mise en demeure expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute.

5.1.6.3 - Sous-traitance indirecte

Le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé entrepreneur principal du sous-traitant indirect.

Un sous-traitant indirect ne peut être accepté qu'à la condition que l'entrepreneur principal qui lui sous-traite l'exécution d'une partie de ses prestations apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de le faire intervenir en tant que spécialiste.

Un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant indirect et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le maître d'ouvrage ait accusé réception au titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du Code de la commande publique ou avant la signature par le maître d'ouvrage de l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au maître d'ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire, aux fins de remise au maître d'ouvrage, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au maître d'ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être notifié au maître d'ouvrage, comporte l'ensemble des informations mentionnées à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique.

Les transmissions mentionnées ci-dessus sont effectuées par l'intermédiaire de tous les entrepreneurs principaux successifs éventuels jusqu'au sous-traitant direct concerné.

6.1.7. - Part minimale de l'exécution du contrat que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans

Conformément à l'article R.2171-23 du Code de la commande publique, sauf s'il est lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, ou si la structure économique du secteur concerné ne le permet pas, la part minimale que le titulaire s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L.2171-8 du Code de la commande publique, est fixée à 20 % du montant prévisionnel du marché.

A la fin de l'exécution du marché, le titulaire communiquera au maître d'ouvrage un tableau récapitulant le montant global du marché avec la part qui aura été confiée à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

6.2. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le titulaire lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

6.3. - Évolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avère nécessaire, celui-ci l'accepte dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le Centre Hospitalier Universitaire et le titulaire peuvent négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas d'évolution réglementaire majeure, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de **trois mois**.

6.4. - Respect de la confidentialité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché.

6.5. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018. En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **500 € HT** par manquement constaté.

6.6. - Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ces dispositions particulières sont indiquées par le maître d'ouvrage dans les documents particuliers du marché. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

6.7. - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

6.8. - Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

ARTICLE VII - UTILISATIONS DES RÉSULTATS

7.1. - Concernant les travaux

7.1.1. - Droits du maître d'ouvrage

Le titulaire cède, à titre exclusif et dans le respect des droits moraux de l'auteur, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats issus de l'exécution du marché, permettant au maître d'ouvrage de les exploiter librement, sur tout support et à toutes fins (notamment pour toute action de communication ou d'information).

Pour chaque utilisation, le maître d'ouvrage veille au respect du droit de l'auteur à voir mentionné son nom, sans altérations. Le maître d'ouvrage informe l'auteur des utilisations des résultats issus de l'exécution du marché.

L'ensemble des droits ci-avant est cédé, pour le monde entier, pour toute la durée de la protection légale desdits droits aux termes des législations françaises et étrangères sur la propriété artistique.

Le prix de la cession des droits, est réputé inclus dans le prix du marché.

7.1.2. - Droits du titulaire

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable du maître d'ouvrage et mentionner que l'étude a été financée par le maître d'ouvrage, sauf stipulation contraire de cet accord.

7.1.3. - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le maître d'ouvrage n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage, à sa demande, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le maître d'ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

7.2. - Concernant le process

Les droits de propriété intellectuelle visés dans le présent document désignent à la fois les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique.

Le titulaire concède, à titre non exclusif, au Centre Hospitalier Universitaire, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du titulaire. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le monde entier.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats. Le Centre Hospitalier Universitaire et les tiers désignés dans le marché ne deviennent pas, du fait du marché, titulaires des droits afférents aux résultats, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

ARTICLE VIII - ASSURANCES

8.1. - Assurances de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

La garantie doit être acquise du fait des travaux donnés en sous-traitance.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Le contrat comportera les montants minimaux de garantie suivants :

Pour la conception	Pour la réalisation
6 M€ par sinistre en RC Exploitation 4 M€ par sinistre en RC Professionnelle	Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 6 M€ par sinistre Immatériels purs ou non consécutifs : 4 M€ par sinistre

Chaque membre du groupement doit être couvert contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de **4 millions d'euros** par année d'assurance.

8.2. - Assurances de responsabilité décennale

Le titulaire du marché doit, conformément à son obligation, être assuré au titre de sa responsabilité décennale à hauteur du coût total de la construction.

Si cela lui est nécessaire ou utile, le titulaire fera son affaire de la souscription, à ses frais, d'un contrat complémentaire de responsabilité décennale qui devra couvrir l'ensemble des intervenants de l'opération.

8.3. - Assurances des sous-traitants

Le titulaire devra s'assurer que ses sous-traitants sont elles-mêmes titulaires de garanties suffisantes.

8.4. - Justification des polices d'assurances souscrites

En application de l'article L.241-1 du Code des assurances, préalablement à la notification du marché, le titulaire devra justifier qu'il dispose d'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4 du Code civil.

Le titulaire doit justifier dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de **quinze jours** à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et L. 243-2 du Code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du Code des assurances. L'attestation doit émaner de l'assureur et être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

Ces dispositions s'appliquent à la fois pour le mandataire ainsi que pour chacun des cotraitants en cas de groupement.

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable une pénalité de **350 € HT** par jour calendaire de retard.

ARTICLE IX - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

ARTICLE X - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, **l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.**



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Universitaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

10.2. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de **cinquante jours** comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au Centre Hospitalier Universitaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

10.3. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE XI - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS EN FIN DE PARTIE TECHNIQUE

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme des études de conception.

L'arrêt de l'exécution de ces prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE XII - RÉSILIATION DU MARCHÉ

12.1. - Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **1 %**.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité. Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision de résiliation.

12.2. - Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts ou aux frais et risques du titulaire notamment dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 5.1.6 du présent document ;
- c) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 7.4 ;
- d) Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- e) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- f) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- g) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Sauf dans les cas prévus aux e, f et g ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le maître d'ouvrage informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

12.3. - Résiliation du marché pour décès, incapacités civile ou physique du titulaire, redressement et liquidation judiciaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le maître d'ouvrage peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire, compromettant la bonne exécution du marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire d'un membre du groupement, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée.

La résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

12.4. - Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à l'article 12.3, les dispositions de cet article sont applicables.

12.5. - Ajournement et interruption des études et des travaux

L'ajournement des études et des travaux peut être décidé. Il est alors procédé à la constatation des études, des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Une indemnité d'attente et de reprise des travaux peut être fixée.

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les études et travaux ont été interrompus pendant **plus d'une année**, le titulaire a le droit d'obtenir la résiliation du marché, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de **quinze jours**, demandé la résiliation.

12.6. - Procédure de résiliation

En cas de résiliation, le titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur sont dûment convoqués afin de constater les études, ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, et de procéder à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier.

Un procès-verbal de ces opérations est dressé et signé par le maître d'ouvrage et le titulaire. Ce procès-verbal emporte réception des études, ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, pour le point de départ du délai prévu pour le règlement final du marché.

Si le titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les **quinze jours** qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au maître d'ouvrage.

Si le titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Dans les **dix jours** suivant la date de signature de ce procès-verbal, le maître d'ouvrage fixe les mesures qui doivent être prises avant l'interruption des études ou la fermeture du chantier pour assurer la libre utilisation des études par le maître d'ouvrage ou la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par le titulaire dans le délai imparti par le maître d'ouvrage, il les fait exécuter d'office. Sauf dans les cas de résiliation ouvrant droit à indemnité, ces mesures sont à la charge du titulaire.

Le maître d'ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- Les études non encore admises ;
- Les ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du marché et utiles à l'exécution du marché ;
- Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du marché, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des études ou des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des études, des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachetés aux prix du marché.

Le titulaire est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le maître d'ouvrage.

12.7. - Décompte de résiliation

En cas de résiliation du marché, une liquidation des comptes est effectuée. Le décompte de résiliation du marché, qui se substitue au décompte général est arrêté par décision du maître d'ouvrage et notifié au titulaire.

Le décompte de résiliation comprend :

➤ Au débit du titulaire :

- Le montant des sommes versées à titre d'avance et d'acompte ;
- La valeur, fixée par le marché et ses modifications de marché public éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer ainsi que la valeur de reprise des moyens que le maître d'ouvrage cède à l'amiable au titulaire ;
- Le montant des pénalités ;
- Le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire.

➤ Au crédit du titulaire :

- La valeur contractuelle des travaux exécutés, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- Le cas échéant, le montant des rachats ou locations résultant de l'application de l'article 10.6 ;
- Le cas échéant, le montant des indemnités de résiliation.

Le décompte de résiliation est notifié au titulaire par le maître d'ouvrage, au plus tard **deux mois** suivant la date de signature du procès-verbal prévu à l'article 12.6.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, le décompte de résiliation du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

ARTICLE XIII - MESURES COERCITIVES

13.1. - Défaillance de l'un des membres du groupement

Si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service (à l'exception du cas où l'ordre de service présente un risque de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché), le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision qui est notifiée par écrit au mandataire.

La mise en demeure produit ses effets sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire.

Si le membre du groupement défaillant n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti, le mandataire est tenu de se substituer à lui dans le **mois** qui suit l'expiration de ce délai.

A défaut, la poursuite des travaux par un tiers peut être ordonnée, aux frais et risques du titulaire, ou la résiliation du marché peut être décidée. La décision de poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage.

Pour assurer la poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, il est procédé, le titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Dans le délai de **trente jours** suivant la notification de la décision de poursuite des travaux par un tiers, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le maître d'ouvrage.

En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire, les mesures prises pour la mise en oeuvre sont à la charge de celui-ci. Pour l'achèvement des travaux, il est passé, conformément à la réglementation en vigueur, un marché avec un autre opérateur économique. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, le titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

13.2. - Défaillance du mandataire

Si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans le délai de **trente jours**.

En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des travaux ou prestations qui lui sont attribués dans l'acte d'engagement, les stipulations suivantes s'appliquent.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné et substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux ou prestations non exécutée par le mandataire.

Dans ce cas :

- si les autres membres du groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux ou prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné et substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations. Le marché est alors modifié par avenant pour désigner la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement ;
- si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

ARTICLE XIV - RÈGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

Le mandataire représente chacun des membres du groupement pour l'application des dispositions du présent article jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, à partir de laquelle prennent fin les obligations contractuelles, chaque cocontractant étant ensuite seul habilité à poursuivre les litiges qui le concernent.

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur du Pôle Investissements, Logistique, Achats et Transition Ecologique

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE

Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

La décision à prendre sur les différends appartient au maître d'ouvrage. Elle est notifiée au titulaire dans un délai de **trois mois** suivant la date de réception du mémoire en réclamation.

Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision ainsi prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant de la procédure contentieuse.

Si, dans le délai de **trois mois** à partir de la date de réception, par le maître d'ouvrage, de la lettre ou du mémoire du titulaire, aucune décision n'a été notifiée au titulaire, ou si celui-ci n'accepte pas la décision qui lui a été notifiée, le titulaire peut saisir le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne. Il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs de réclamation énoncés dans le mémoire remis à la personne représentant le maître d'ouvrage.

Si, dans le délai de **six mois** à partir de la notification au titulaire de la décision prise conformément au présent article sur une réclamation, le titulaire n'a pas porté la réclamation devant le tribunal administratif compétent, il est considéré comme ayant accepté ladite décision et toute réclamation est alors irrecevable. Toutefois, le délai de **six mois** est suspendu en cas de saisine du comité consultatif de règlement amiable des litiges.

La procédure contentieuse n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable (CCRA).

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

ARTICLE XV - ÉTUDES DE CONCEPTION

15.1. - Études de conception soumises au visa du maître d'ouvrage

Le présent marché comprend a minima les missions APS, APD et PRO.

Les études de conception consistent, à partir de l'avant-projet sommaire et en tenant compte des observations du maître d'ouvrage et du PTD, en un développement de la conception des ouvrages. Ce sont les études d'avant-projet définitif et de projet.

Le titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions prévues par le marché. Ainsi il informera au fur et à mesure le maître d'ouvrage de toute adaptation qu'il lui semblerait pertinent d'apporter au vu des études développées. A l'appui de telles propositions, il fournira un dossier conforme aux spécifications du PTD.

- Soit le visa n'est pas délivré : les raisons du refus seront explicitées par référence aux dispositions contractuelles, et le titulaire devra mettre son dossier en conformité et le soumettre à nouveau au visa du maître d'ouvrage dans un délai fixé dans la décision de refus de délivrance du visa. Dans ce cas, le titulaire encourt les pénalités de retard visées à l'article 24.2 ; le retard est alors à comptabiliser comme l'écart en jours entre la date contractuelle prévue pour la remise du premier dossier d'études et la date de remise du dossier ayant finalement reçu le visa du maître d'ouvrage, diminué du délai pris par le maître d'ouvrage pour prendre sa décision de refus ;
- Soit le visa est partiel : dans le cas où la nature ou l'importance des observations que le maître d'ouvrage serait amené à formuler ne constituent pas un obstacle à la poursuite de l'exécution du marché, à charge pour le titulaire de produire les éléments de réponses permettant la levée des observations ayant conduit à limiter le visa ; le délai fixé pour la remise de ces éléments figure dans la décision de délivrance du visa partiel ; si le titulaire ne respecte pas ce délai, il encourt les pénalités prévues à l'article 24.2 en cas de retard dans la remise du dossier d'études, et ce jusqu'à l'obtention du visa sans réserve du mandataire du maître d'ouvrage ;
- Soit le visa est délivré sans observation.

Les délais nécessaires à une reprise du dossier consécutive à la non délivrance du visa ou à la délivrance d'un visa partiel sont réputés inclus dans le délai d'exécution du marché.

Ces dossiers sont également soumis au contrôleur technique pour vérification de leur conformité au référentiel, et au coordonnateur SPS, pour vérification de la bonne intégration des dispositions relatives à la sécurité et à la protection de la santé.

Il est précisé que, s'il l'estime possible sans porter atteinte à la cohérence et à la qualité de la conception, et s'il en a l'utilité pour favoriser une exécution rapide du marché, le titulaire peut soumettre, pendant la durée de la phase des études de conception, à l'avis du maître d'ouvrage, un dossier partiel ne permettant pas la délivrance d'un visa. Ce dossier fera l'objet d'un simple avis du maître d'ouvrage, cet avis étant susceptible d'être infirmé au moment de l'examen du dossier complet soumis ultérieurement à son visa.

Les documents établis par le titulaire devront signaler de façon claire et évidente les points sur lesquels ils ne respecteraient pas les pièces constitutives du marché, faute de quoi le visa du maître d'ouvrage pourra être considéré comme n'ayant pas été délivré. Dans ce cas, le maître d'ouvrage pourra exiger à tout moment, même en cours de réalisation des travaux, le retour aux prescriptions des documents contractuels aux frais du titulaire.

Les documents élaborés par le titulaire seront accompagnés, en tant que de besoin, de toute note explicative et justificative relative aux matériaux, méthodes, essais, mises en oeuvre, phasages, quantités, etc. Ils sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire.

De manière générale, tout document graphique ou note de calcul devra être clair et détaillé, être fondé sur des formules conformes aux lois connues de la physique, se référer le cas échéant à des auteurs ou publications qui seront cités. Pour les calculs élaborés à l'aide d'un logiciel informatique, les conclusions seront expliquées et commentées, et seront accompagnées d'une description détaillée de la méthode de calcul, de la liste des données utilisées et des résultats obtenus.

15.2. - Demandes d'autorisations administratives

Le titulaire prépare tous les dossiers et études nécessaires à la délivrance des autorisations administratives et des déclarations liées à l'exécution du marché et nécessaires au déroulement complet de l'opération.

Il les soumet pour vérification au maître d'ouvrage, lequel s'engage à lui apporter son concours pour faciliter l'obtention des autres autorisations administratives dont il aurait besoin.

ARTICLE XVI - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

16.1. - Provenance et qualité des matériaux et produits

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Néanmoins, il est tenu de mettre en oeuvre les matériaux, produits ou composants de construction figurant dans son offre, le cas échéant dans sa forme issue du dialogue, en respectant précisément les marques, modèles, gammes et références y figurant.

Le cas échéant, lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'ouvrage l'y autorise par écrit.

Dans tous les cas de figure, le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

16.2. - Vérification qualitative des matériaux et produits – Essais et épreuves

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du marché peut être établie :

- par une attestation délivrée par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes NF EN ISO/CEI 17025 et NF EN ISO/CEI 17065 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de European co-operation for Accreditation (EA), coordination européenne des organismes d'accréditation ;
- par les essais et épreuves que définit le marché, notamment par référence aux normes, tant en ce qui concerne la nature des essais que leur fréquence et les résultats exigés.

A défaut d'indication, dans le marché ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions écrites du titulaire soumises à l'acceptation du maître d'ouvrage.

Le titulaire entpose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés. Les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier.

Le marché définit les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Dans l'hypothèse où la prestation ne serait pas considérée comme équivalente, le titulaire sera tenu de fournir la prestation décrite sans pouvoir élever de contestation.

Le marché précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Il est précisé que les frais d'essais et épreuves définis par le marché, sont à la charge du titulaire. Ces essais et épreuves seront obligatoirement effectués par un organisme agréé par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le résultat de ces essais est favorable au titulaire, les essais sont réglés par le maître d'ouvrage. Dans le cas où le résultat de ces essais conduit à un rebut, à une démolition ou à une réfection, les frais de ces essais sont à la charge du titulaire et leur montant, est déduit des sommes restant dues au titulaire.

Ces vérifications faites par le maître d'ouvrage ne dispensent pas l'entrepreneur d'assurer ses propres vérifications de qualité et à ses frais. Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du titulaire qui adresse au maître d'ouvrage les certificats constatant les résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le maître d'ouvrage décide si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés.

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Le titulaire équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués.

Si les résultats de vérifications prévues dans le marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le maître d'ouvrage peut prescrire, en accord avec le titulaire, des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix. Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du titulaire.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du titulaire. Ne sont pas à la charge du titulaire les essais et épreuves que le maître d'ouvrage exécute ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus au marché.

Le titulaire ne supporte pas la charge des frais de déplacement et de séjour que les vérifications entraînent pour le maître d'ouvrage.

16.3. - Vérification quantitative des matériaux et produits

La détermination des quantités de matériaux et produits est effectuée contradictoirement.

Pour les matériaux et produits faisant l'objet de lettres de voiture, les indications de masse portées sur celles-ci sont présumées exactes. Toutefois, le maître d'ouvrage a toujours le droit de faire procéder, pour chaque livraison, à une vérification contradictoire.

Les frais de cette vérification sont :

- à la charge du titulaire si la pesée révèle qu'il existe, au préjudice du maître d'ouvrage, un écart de masse supérieur à la freinte normale de transport ;
- à la charge du maître d'ouvrage dans le cas contraire.

16.4. - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Lorsque le marché prévoit la fourniture par le maître d'ouvrage de certains matériaux, produits ou composants de construction, le titulaire, avisé en temps utile, les prend en charge à leur arrivée sur le chantier.

Les documents qui assurent la traçabilité de ces matériaux et produits sont mis à la disposition du titulaire par le maître d'ouvrage.

Si le titulaire constate la défectuosité des matériaux ou produits fournis par le maître d'ouvrage, il doit présenter ses observations par écrit au maître d'ouvrage dans le délai de **quinze jours** à partir du moment où il a eu la possibilité de faire cette constatation, et, en tout état de cause, avant la mise en œuvre effective de ces matériaux ou produits. A défaut, il ne pourra s'en prévaloir pour écarter sa responsabilité en cas de non-conformité de l'ouvrage aux spécifications du marché.

Si la prise en charge a lieu en l'absence du maître d'ouvrage, les quantités prises en charge par le titulaire sont réputées être celles pour lesquelles il a donné décharge écrite au transporteur ou au fournisseur qui a effectué la livraison. Dans ce cas, le titulaire doit s'assurer, compte tenu des indications de la lettre de voiture ou de l'avis de livraison porté à sa connaissance, qu'il n'y a ni omission, ni erreur, ni avarie ou défectuosité normalement décelables. S'il constate une omission, une erreur, une avarie ou une défectuosité, il doit faire à l'égard du transporteur ou du fournisseur les réserves d'usage et en informer aussitôt le maître d'ouvrage.

Quel que soit le mode de transport et de livraison des matériaux, produits ou composants, et même en cas de prise sur stock, le titulaire est tenu de procéder aux opérations nécessaires de déchargement, de débarquement, de manutention, de rechargement et de transport, jusque et y compris la mise en dépôt ou à pied d'œuvre des matériaux, produits ou composants.

Le titulaire acquitte tous les frais de location, de surestaries ou de dépassement de délais de planche, toutes redevances pour dépassement de délais tarifaires de déchargement et, d'une façon générale, toutes pénalités et tous frais tels qu'ils résultent des règlements, des tarifs homologués ou des contrats, mais il ne conserve définitivement la charge de ces frais et pénalités que dans la mesure où le retard résulte de son fait.

Si le marché stipule que la conservation qualitative ou quantitative de certains matériaux, produits ou composants, nécessite leur mise en magasin, le titulaire est tenu de construire ou de se procurer les magasins nécessaires, même en dehors du chantier.

Il supporte les frais de magasinage, de manutention, d'arrimage, de conservation et de transport entre les magasins et le chantier.

Dans tous les cas, le titulaire a la garde des matériaux, produits et composants à partir de leur prise en charge. Il assume la responsabilité légale du dépositaire.

ARTICLE XVII - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

17.1. - Période de préparation

La durée de la période de préparation est de **deux mois**, sauf indication contraire dans le planning d'exécution du marché. La période de préparation des travaux est incluse dans le délai d'exécution du marché.

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations suivantes sous la responsabilité du titulaire :

- ◇ Etablissement du listing prévisionnel des études d'exécution avec les dates de diffusions prévisionnelles **trois semaines** au plus tard après l'ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux
- ◇ Etablissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux, corps d'état par corps d'état, y compris équipements.
- ◇ Etablissement du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- ◇ Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque titulaire participant aux travaux (cotraitants et sous-traitants). Ces PPSPS doivent être transmis au coordonnateur SPS dans un délai de **trente jours maximum** à compter du début de la période de préparation.
- ◇ Le cas échéant, établissement des différents documents cités dans le PTD.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

17.2. - Programme d'exécution des travaux et installations de chantier

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés.

Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires est annexé à ce programme.

A ce titre, le titulaire a la charge exclusive de procéder à ses frais à la mise en place, puis à la maintenance et à l'entretien de toutes les installations nécessaires au chantier, en fonction de toutes les réglementations applicables, du PGC, ainsi que de la situation, de l'environnement et de la configuration des lieux, dont il est réputé avoir une parfaite connaissance.

Tous les affichages réglementaires devront, à la charge exclusive du titulaire, être en place avant la fin de la période de préparation et maintenus pendant toute la durée du chantier.

De même, les installations de chantier devront rester en place pendant toute la durée d'intervention des travailleurs, même si les délais contractuels sont dépassés, y compris durant la période de levée des réserves.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le programme d'exécution indique les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du groupement.

17.3. - Calendrier d'exécution

A partir du calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des tâches remis dans son offre, le titulaire établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux, en concertation avec le coordonnateur SPS.

Ce calendrier détaillé d'exécution, lequel précise la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution, est soumis au maître d'ouvrage. Sauf demande de modification éventuelle par le maître d'ouvrage, celui-ci devient ainsi contractuel en lieu et place du calendrier prévisionnel d'exécution remis au stade de l'offre.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution des travaux, corps d'état par corps d'état est tenu à jour par le membre du groupement nommément désigné pour être chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination.

17.4. - Gestion de la qualité

Pour obtenir la qualité requise des ouvrages, dans le cadre éventuel du programme d'exécution, le titulaire prend les dispositions utiles en matière notamment :

- d'organisation ;
- de contrôles exercés par le titulaire ou pour son compte, sur ses propres actions, ou celles de ses sous-traitants, l'ensemble de ces contrôles est désigné par l'expression de contrôle intérieur ;
- de traçabilité du suivi des travaux et de traçabilité des matériaux dont il a la charge et des résultats du contrôle intérieur ;
- de modes de communication avec les autres acteurs du chantier.

Les résultats du contrôle intérieur sont tenus à la disposition du maître d'ouvrage.

Le marché peut identifier certaines étapes comme des étapes sensibles, où des vérifications particulières sont utiles. Dans ce cas :

- Soit il s'agit d'un point critique : le titulaire prévient à l'avance le maître d'ouvrage pour qu'il puisse, s'il le juge utile, y assister et en vérifier les conditions d'exécution.
- Soit il s'agit d'un point d'arrêt : le titulaire ne peut engager l'exécution de cette étape qu'avec l'accord du maître d'ouvrage.

Lorsque l'exécution du marché comporte la mise en œuvre d'équipements ou de produits comportant des spécifications de pose, d'entretien ou d'usage, ces spécifications figurent au programme d'exécution des travaux.

17.5. - Registre de chantier

L'ensemble des documents émis ou reçus par le titulaire, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par lui dans un registre de chantier.

Ce registre est tenu à la disposition du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et est remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Le registre de chantier peut prendre la forme d'une plateforme numérique commune sur laquelle chaque acteur du chantier dépose les documents qu'il émet.

17.6. - Études d'exécution

Le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail, lesquels doivent être visés par le contrôleur technique désigné par le maître d'ouvrage.

A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché fournis par le maître d'ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de transmettre au maître d'ouvrage et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

Les plans d'exécution sont cotés et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont soumis au maître d'ouvrage, celui-ci pouvant demander également la présentation des avant-métrés. La délivrance ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité.

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution du ou des ouvrages qu'il doit réaliser. Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire.

S'ils sont transmis par voie électronique, tous ces documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels spécifiés dans le marché.

Le titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait valider par le maître d'ouvrage. Il ne peut, sauf accord exprès du maître d'ouvrage notifié par ordre de service, commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'accord favorable sur l'ensemble des documents nécessaires à cette exécution.

Le délai de délivrance de l'accord du maître d'ouvrage est fixé à **quinze jours**. Si, dans ce délai, le maître d'ouvrage constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de donner son accord, il en informe le titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

Le titulaire ne peut engager l'exécution d'un ouvrage avant d'avoir reçu l'accord du maître d'ouvrage sur l'ensemble des documents nécessaires à cette exécution. L'absence d'observations de désengagement par le titulaire de ses obligations contractuelles.

17.7. - Modifications apportées aux stipulations contractuelles

Le titulaire ne peut, de lui-même, apporter de changement aux stipulations techniques prévues par le marché. Sur injonction du maître d'ouvrage par ordre de service, et dans le délai fixé par cet ordre, le titulaire est tenu de reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes aux stipulations contractuelles pour les mettre en conformité.

17.8. - Organisation, hygiène et sécurité du chantier

17.8.1. - Organisation du chantier

L'organisation du chantier sera conforme aux documents élaborés par le titulaire, ainsi qu'aux dispositions du PTD et du PGC, et est soumise pour avis au maître d'ouvrage et au CSPS.

17.8.2. - Hygiène du chantier, sécurité et mesures d'ordre

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente, et, le cas échéant, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Le titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

Le maître d'ouvrage en informe le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'ouvrage ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

Il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

17.8.3. - Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'ouvrage et de toute autre autorité compétente. Le titulaire devra le transmettre au maître d'ouvrage lorsqu'il en fait la demande dans un délai maximum de **quinze jours**.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

17.8.4. - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixée à 10 %.

17.9. - Dégradations causées aux voies publiques

Le titulaire supporte seul la charge des contributions ou réparations qui seraient dues à l'occasion des travaux pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels.

17.10. - Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

17.11. - Gestion des déchets de chantier

Le titulaire effectue les opérations, prévues dans les documents particuliers du marché, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Sauf consigne contraires émises par le maître d'ouvrage, le titulaire prend en charge l'évacuation et l'élimination des déchets issus des travaux selon la réglementation en vigueur et suivant le PTD.

En aucun cas, le titulaire n'est autorisé à utiliser les matériels de collecte de déchets situés sur les différents sites du Centre Hospitalier Universitaire.

17.12. - Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'ouvrage et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de **trente jours** après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

ARTICLE XVIII - CONTRÔLES, RÉCEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES

18.1. - Essais et contrôles des ouvrages

18.1.1. - Généralités

Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans les documents particuliers du marché, sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'ouvrage prescrit, pour les ouvrages, d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître d'ouvrage.

18.1.2. - Autocontrôles

Afin de s'assurer que les prestations mises en oeuvre par le titulaire répondent aux obligations du marché, il appartient au titulaire de réaliser ses autocontrôles et de procéder aux vérifications techniques qui lui incombent.

Les autocontrôles ont pour objectif de vérifier la conformité des ouvrages au marché.

Les autocontrôles sont formalisés par des fiches devant comporter au minimum les informations relatives aux marques, types, références et performances ou caractéristiques principales prévues par le marché.

Les autocontrôles démarrent dès le début des travaux du titulaire. Ainsi, dès le début de l'opération, suivant le calendrier contractuel, le titulaire devra définir et diffuser au maître d'ouvrage son programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

Il diffusera au fur et à mesure ses fiches d'autocontrôles au maître d'ouvrage et aux intervenants concernés.

Les autocontrôles devront être diffusés en totalité et traiter de l'ensemble des ouvrages.

Il est expressément indiqué qu'en l'absence de fourniture de ces autocontrôles et qualifications, les

18.1.3. - Essais

Afin de garantir le bon fonctionnement et le niveau de performance des installations, le titulaire devra effectuer tous les essais et vérifications nécessaires, qu'ils aient été décrits ou non dans le marché.

Si les essais nécessitent l'utilisation d'appareillages de mesures et d'essais, le titulaire devra fournir les procès-verbaux de l'étalonnage et de la vérification desdits appareils.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui devront être soumis au maître d'ouvrage et au contrôleur technique.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au cours des travaux, l'exécution d'essais ou d'analyses complémentaires.

Les essais du titulaire devront impérativement avoir été réalisés sur équipements définitifs et sur courant et fluides définitifs.

18.2. - Commission de sécurité

Le titulaire est tenu :

- D'organiser toutes les réunions de préparation et de mises au point nécessaires,
- De préparer et fournir tous les documents techniques à soumettre à la Commission de sécurité,
- De remédier aux défauts constatés par les intervenants dans les délais nécessaires et avant le passage de la Commission de sécurité,
- De façon générale, de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour que la Commission de sécurité puisse émettre un avis favorable lors de son premier passage et à la date prévue dans le calendrier contractuel,
- D'être présent lors de la visite de la Commission de sécurité.

L'absence d'avis favorable de la Commission de sécurité pour un motif imputable au titulaire constitue un motif de refus de réception.

Le titulaire fera son affaire des obligations imposées par la Commission de sécurité, sans variation du prix du marché.

18.3. - Vices de construction

Lorsque le titulaire présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il doit, jusqu'à l'expiration du délai de garantie et après avoir recueilli l'accord du maître d'ouvrage, mettre en œuvre les mesures de nature à permettre de déceler ce vice. Ces mesures peuvent comprendre, le cas échéant, la démolition partielle ou totale de l'ouvrage.

Si un vice de construction est constaté, les dépenses correspondant au rétablissement de l'intégralité de l'ouvrage ou à sa mise en conformité avec les règles de l'art et les spécifications du marché, ainsi que les dépenses résultant des opérations éventuelles ayant permis de mettre le vice en évidence, sont à la charge du titulaire, sans préjudice de l'indemnité à laquelle le maître d'ouvrage peut alors prétendre.

Si aucun vice de construction n'est constaté, le titulaire est remboursé par le maître d'ouvrage des dépenses supportées.

18.4. - Réception

Le titulaire avise le maître d'ouvrage par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'ouvrage procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de **vingt jours** à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

A défaut de la fixation de cette date par le maître d'ouvrage, la réception des travaux n'est jamais réputée acquise.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Dans le délai de **cinq jours** suivant la date du procès-verbal, le maître d'ouvrage fait connaître au titulaire s'il a ou non décidé de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les **trente jours** suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie défini à l'article 18.9, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

De manière générale, la réception des ouvrages ne pourra pas être prononcée tant que les rapports d'essais et d'épreuves concluants n'auront pas été remis au maître d'ouvrage à chaque réception. Ces procès-verbaux devront être joints à la lettre de déclaration d'achèvement des travaux. Pour la levée des réserves, il est stipulé que le délai pendant lequel le titulaire devra lever les réserves assortissant la réception est fixé à **un mois**, ce délai étant décompté à partir de la date de notification de la décision de réception.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder **trois mois**. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, **trois mois** avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article 18.9.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

18.5. - Réceptions partielles

La fixation par le marché pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage, d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux implique une réception partielle de cette tranche de travaux ou de cet ouvrage ou de cette partie d'ouvrage.

Les stipulations de l'article 18.9 s'appliquent aux réceptions partielles, sous réserve des dispositions ci-dessous.

La prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, entraîne le transfert de la garde des ouvrages et doit être précédée d'une réception partielle, comportant a minima l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le notification du décompte finale par le titulaire.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

18.6. - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le présent article s'applique lorsque le marché, ou un ordre de service, prescrit au titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du maître d'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

Le titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître d'ouvrage. Il peut faire des réserves, s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que ces travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'ouvrage.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître d'ouvrage.

18.7. - Documents fournis après exécution

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, le titulaire remet au maître d'ouvrage, **lorsqu'il demande la réception des travaux**, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés, comprenant notamment à minima :

- les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- les spécifications de pose,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets,
- les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO),
- Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

La liste complète des DOE est mentionnée dans le PTD.

Ces documents sont remis sous format numérique.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

S'ils sont transmis sous forme électronique, tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin du maître d'ouvrage.

18.8. - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux sont définies selon les modalités du PTD et du PGC le cas échéant.

18.9. - Délai de garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée, **d'un an** à compter de la date d'effet de la réception par le maître d'ouvrage. Pendant le délai de garantie, outre l'exécution éventuelle d'épreuves devant être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise en cas de réception prononcée avec réserves ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;
- d) Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à leur exécution.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

Les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions réglementaires. Si le maître d'ouvrage fait obstacle à la libération des sûretés, il en informe, en même temps, le titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

En cas de réception partielle, le délai de garantie de parfait achèvement de chaque ouvrage réceptionné sera prolongé afin que la date de fin de la garantie soit la même que celle retenue pour l'ouvrage dont la réception est la plus tardive. Ainsi, la date de fin de la garantie de parfait achèvement est unique pour l'ensemble des travaux de chacune des tranches.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception travaux et prestations visées aux points a), b), c) et d) ci-dessus et des garanties particulières éventuellement prévues.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés visées aux points a), b), c) et d) ci-dessus ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office.

18.10. - Garanties particulières

18.10.1. - Garantie de bon fonctionnement des équipements

Les conditions d'intervention pour les opérations objet de la garantie biennale de fonctionnement sont les mêmes que celle de la garantie de parfait achèvement décrites ci-dessus.

18.10.2. - Garantie des matériaux de synthèse

Les matériaux et leur transformation sont garantis pendant une période de dix ans à compter de la fin de garantie contractuelle.

18.10.3. - Garanties particulières de fonctionnement d'installations de haute technicité

En cas de désordre constaté pendant la période de garantie de bon fonctionnement des installations, le titulaire dispose d'un délai de **vingt-quatre heures maximum** à compter de la demande effectuée par téléphone et confirmée par mail notifiant ce désordre pour venir faire le constat sur place.

En cas d'intervention pendant la période de parfait achèvement, le titulaire interviendra sous plan de prévention dans les conditions fixées par les articles L.4511-1 et R.4511-1 à 4515-11 du Code du travail.

La réparation interviendra dans un délai de **dix jours** à compter de la réception de la demande d'intervention. Le titulaire a obligation de résultat dans ce délai de **dix jours maximum** à compter de la réception de la demande d'intervention.

Il devra mettre un équipement de même qualité et de même service en remplacement de l'équipement défectueux dans ce délai, si la réparation n'a pas été faite. Le coût de cette prestation (pièces, livraison, main d'œuvre et déplacement) sera et restera à la charge du titulaire.

18.10.4. - Garantie décennale

En application des articles 1792 et suivants du code civil, le titulaire est responsable envers le maître d'ouvrage, pendant une durée de dix ans à compter de chaque réception, des dommages (même résultant d'un vice du sol) qui compromettent la solidité des ouvrages réceptionnés ou qui, les affectant dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination.

Si de tels dommages apparaissent, le maître d'ouvrage doit en informer le titulaire dans les meilleurs délais.

ARTICLE XIX - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

19.1. - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit au titulaire et à ses sous-traitants ;
- soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

19.2. - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

19.2.1. - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et des prestations, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autres frappant obligatoirement les prestations, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Le titulaire et chacun des sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux et prestations.

Les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination des membres du groupement par le mandataire. De même, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Le titulaire reconnaît avoir, avant la remise de son offre :

- ◇ pris connaissance complète et entière du bâtiment, de ses abords et des conditions d'accès,
- ◇ apprécié toutes les difficultés inhérentes au site,
- ◇ contrôlé les indications des documents du présent marché,
- ◇ pris tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'ouvrage et auprès de tous services ou autorités compétents,
- ◇ pris connaissance des sujétions techniques décrites dans le PTD,
- ◇ en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels.

19.2.2. - Prestations fournies au titulaire

Aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

19.2.3. - Caractéristiques des prix pratiqués

Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés par un **prix global et forfaitaire**.

19.3. - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous :

19.3.1. - Type de variation des prix

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées ci-dessous.

19.3.2. - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois ci-après : **Mois de remise des offres finales** ; ce mois est appelé "mois zéro".

19.3.3. - Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux sont les suivants :

Phase concernée	INDEX
Phase conception (APS, APD et PRO)	Indice d'ingénierie ING
Phase réalisation du process	Indice A10 BE (Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Ensemble de l'industrie)
Phase réalisation des travaux	Indice BT01 (Indice de prix de la construction tous corps d'état)

19.3.4. - Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision pour le calcul des acomptes est calculé comme suit :

$$\diamond \quad C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n/I_0)$$

où I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et au mois n (réalisation des prestations).

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire joindra le calcul de la révision des prix avec sa demande d'acompte ou du solde.

19.3.5. - Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

19.3.6. - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

ARTICLE XX - DEMANDES DE PAIEMENT, ACOMPTES ET DÉCOMPTES

20.1. - Demandes de paiement mensuelle

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire dépose sa demande de paiement mensuelle au maître d'ouvrage via Chorus Pro sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ou modificatives ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Lorsque des réfections ont été fixées, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Si le marché définit des phases d'exécution des travaux et s'il indique le montant du prix à régler à l'achèvement de chaque phase, le projet de décompte comprend :

- pour chaque phase exécutée, le montant correspondant ;
- pour chaque phase entreprise, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des travaux de la phase, ce pourcentage résultant simplement d'une appréciation.

En dehors de ce cas, le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.

Le montant des approvisionnements est établi en prenant en compte ceux qui sont constitués et non encore utilisés.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte le cas échéant,
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement. Cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

20.2. - Acomptes mensuels

A partir du décompte mensuel, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent;
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) Le montant de la TVA ;
- d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- e) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, l'effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a) et c) ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes b) (en cas de primes), e) et f) et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes d) (en cas de pénalités), e), g) et h).

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

20.3. - Demande de paiement finale

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au **dernier mois** d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le titulaire notifie son projet de décompte final au maître d'ouvrage via Chorus Pro, dans un délai de **quarante-cinq jours** à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Toutefois, s'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, la date du procès-verbal constatant l'exécution de ces travaux visés est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

Si la réception est assortie de réserves, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de **quinze jours** à compter de la réception de cette mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général définitif.

20.4. - Décompte général - Solde

Le titulaire établit le projet de décompte général, qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le décompte général est unique pour l'ensemble des prestations et travaux exécutés au titre du marché.

Le maître d'ouvrage notifiera le décompte général dans un délai maximum de **trente jours** suivant l'achèvement de la garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

Le paiement du solde intervient dans un délai de **cinquante** jours à compter de la notification du décompte général.

Le titulaire doit, dans un délai de **trente jours** à compter de la notification du décompte général, le renvoyer signer au maître d'ouvrage, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve, cette acceptation lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires ; ce décompte devient ainsi le décompte général définitif du marché.

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires ; ce mémoire doit être remis au maître d'ouvrage dans un délai de **trente jours** à compter de la notification du décompte général.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ces réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé au maître d'ouvrage le décompte général signé dans le délai de **trente jours**, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations et en fournissant les justifications nécessaires, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient le décompte général définitif du marché.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de **cinquante jours** à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

20.5. - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

20.5.1. - Modalités de paiement direct

20.5.1.1 - Cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- ◇ indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- ◇ joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

20.5.1.2 - Sous-traitants

Conformément à l'article R.2193-11 du Code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Conformément à l'article R.2193-12 du Code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de **quinze jours** à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Centre Hospitalier Universitaire.

Conformément à l'article R.2193-14 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Centre Hospitalier Universitaire accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le Centre Hospitalier Universitaire adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Conformément à l'article R.2193-15 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Universitaire informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

20.5.2. - Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

ARTICLE XXI - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

21.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à **deux mois**.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 et R.2191-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, lorsque la durée du marché est :

- Soit inférieure ou égale à **douze mois**, le montant de l'avance est fixé à **5 %** du montant initial toutes taxes comprises du marché ;
- Ou soit supérieure à **douze mois**, le montant de l'avance est fixé à **5 %** d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le titulaire du marché fournira au maître d'ouvrage une facture correspondant au montant de l'avance à verser.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique, sous réserve des dispositions de l'article R.2193-17 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-18, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R.2193-19, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-10 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à l'article R.2193-3.

Conformément à l'article R.2193-20, le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître d'ouvrage. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12.

Conformément à l'article R.2193-21, si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

21.2. - Retenue de garantie

Conformément à l'article R.2191-34 du Code de la commande publique, le marché prévoit, à la charge du titulaire, une retenue de garantie qui est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

Conformément à l'article R.2191-33 du Code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie est égal à 5 % du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché en cours d'exécution.

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande selon les modalités fixées aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-32 du Code de la commande publique, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

ARTICLE XXII - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES

22.1. - Modalités de fixation des prix

Les dispositions suivantes concernent les prestations supplémentaires ou modificatives qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

L'ordre de service mentionné ci-dessus fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service, si, dans le délai de **trente jours** suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

22.2. - Augmentation du montant des travaux

L'augmentation limite est fixée à **20 %** du montant contractuel.

Sous réserve de la limite fixée dans le présent article, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques imprévues ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou encore de toute autre cause de dépassement.

Le titulaire n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire que si le montant des travaux de cette espèce n'excède pas **20 %** du montant contractuel des travaux.

Dès lors, le titulaire peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des travaux de l'espèce définie à l'alinéa précédent s'il établit que le montant cumulé de ces travaux prescrits par ordre de service depuis la notification du marché ou depuis celle du dernier avenant intervenu, y compris l'ordre de service dont l'exécution est refusée, excède **20 %** du montant contractuel des travaux.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires au maître d'ouvrage dans le délai de **quinze jours** suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les travaux.

Si l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à l'augmentation limite fixée par le présent article, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de l'augmentation limite.

Si le marché comporte, suivant les travaux, plusieurs des modes de rémunération, l'augmentation limite est fixée à la somme des augmentations limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage **trente jours** au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel. Si le titulaire n'avise pas le maître d'ouvrage dans ce délai, il est tenu d'arrêter les travaux à la date où le montant exécuté atteint le montant contractuel. Les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés.

Les mesures conservatoires à prendre à l'arrêt du chantier sont à la charge du maître d'ouvrage.

Dans les **quinze jours** qui suivent tout ordre de service ayant pour effet d'entraîner une modification du montant des travaux, le maître d'ouvrage fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de cette modification et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Ces stipulations ne concernent pas les accords-cadres à bons de commande pour lesquels le titulaire n'est engagé que dans la limite du montant maximal des travaux qui y est spécifié.

22.3. - Diminution du montant des travaux

La diminution limite est fixée à **15 %** du montant contractuel.

Si la diminution du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à la diminution limite, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite.

Si le marché comporte, suivant les travaux, plusieurs des modes de rémunération ci-dessus, la diminution limite est fixée à la somme des diminutions limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit.

ARTICLE XXIII - DÉLAIS

23.1. - Fixation des délais d'exécution

A défaut de fixation des délais dans les documents du marché, les délais d'exécution correspondent aux délais fixés par le titulaire dans son offre.

La constitution du **délai global** est précisée dans le planning général d'exécution du marché, remis par le titulaire à l'appui de son offre, celui-ci étant éventuellement précisé par le titulaire dans un délai de **trois semaines** à compter de la notification du marché.

Ce délai s'applique à l'achèvement de l'exécution de toutes les prestations et tous les travaux, y compris essais incombant au titulaire, repliement des installations de chantier et remise en état des terrains et lieux avoisinants qui ont pu être affectés par leur réalisation.

Outre le délai d'exécution du marché, le titulaire devra respecter tous les délais intermédiaires prévus dans le planning d'exécution du marché, puis dans le calendrier détaillé d'exécution qui lui sera contractuellement substitué.

Le titulaire devra mettre tout en oeuvre pour respecter les délais prévus, y compris si cela implique des conditions inhabituelles (augmentation d'effectif et/ou de moyens techniques, heures supplémentaires, travail posté...), sans augmentation de prix.

23.2. - Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifié au titulaire la durée de la prolongation.

ARTICLE XXIV - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

24.1. - Généralités sur les pénalités

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement.

24.2. - Pénalités relatives à la conception de l'ouvrage

Objet	Point de départ	Délai	Montant
Délai d'élaboration des dossiers d'études de conception	Cf. article 15.1	Cf. article 15.1	300 € HT par jour calendaire de retard
Délai d'élaboration des dossiers de demandes de d'autorisations administratives	Date de la demande	Délai indiqué dans la demande en concertation entre le maître d'ouvrage et le titulaire	150 € HT par jour calendaire de retard
Retard dans la remise et/ou diffusion de documents nécessaires à l'exécution des études d'exécution, de synthèse et des travaux	Date de la demande	Délai indiqué dans la demande en concertation entre le maître d'ouvrage et le titulaire	300 € HT par document et par jour calendaire de retard
Retard dans la remise et/ou diffusion des éléments ou documents nécessaires à l'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux	Date de la demande	Délai indiqué dans la demande en concertation entre le maître d'ouvrage et le titulaire	300 € HT par document et par jour calendaire de retard
Non mise à jour du cahier des écarts lors de la diffusion des études d'exécution	Date de la diffusion EXE	2 semaines	300 € HT par infraction et par jour
Absence de réponse des concepteurs à une question technique du maître d'ouvrage	Date de la demande	2 semaines	300 € HT par infraction et par jour

24.3. - Pénalités relatives à l'exécution des travaux

Objet	Point de départ	Délai	Montant
Retard dans l'exécution des travaux	Date de l'ordre de service de démarrage de l'opération	Acte d'engagement ou le planning d'exécution	500 € HT par jour calendaire de retard
Absence (ou présence d'un intervenant unique n'ayant aucun pouvoir de décision) aux réunions de chantier et CISSCT le cas échéant	Date de réunion	-	500 € HT par absence sur simple constatation du maître d'ouvrage
Retard dans la diffusion des comptes rendus des réunions de chantier	Date de la réunion de chantier	5 jours ouvrés	300 € HT par jour ouvré de retard
Retard dans le respect du phasage entre l'ancienne et la nouvelle blanchisserie pour assurer la continuité d'activité	Suivant le calendrier de phasage industriel	Déterminé dans le calendrier de phasage industriel	10 000 € HT par jour calendaire de retard après entretien contradictoire entre le titulaire et le maître d'ouvrage
Non-respect des avis du CT et du CSPA	Avis diffusé au titulaire	-	300 € HT par infraction sur simple constatation du maître d'ouvrage
Retard dans la remise de l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés et des documents nécessaires à l'établissement du DIUO	A la demande de réception des travaux	A la demande de réception des travaux	300 € HT par jour calendaire de retard
Retard dans la levée des réserves après réception	Date de réception des travaux indiquée dans le PV des OPR	Un mois ou délai fixé dans la décision de réception	1 000 € HT par jour calendaire de retard sur simple constatation du maître d'ouvrage
Constat des désordres signalés en GPA et en garantie de bon fonctionnement des installations	Date de la demande envoyée par le maître d'ouvrage au titulaire après constatation par le maître d'ouvrage	24 heures	500 € HT par jour calendaire sur simple constatation du maître d'ouvrage
Réparation des désordres constatés en GPA et en garantie de bon fonctionnement des installations	Date de la demande envoyée par le maître d'ouvrage au titulaire après constatation par le maître d'ouvrage	48 heures	1 000 € HT par jour calendaire sur simple constatation du maître d'ouvrage
Réparation des désordres constatés pendant la période de garantie de bon fonctionnement des installations de haute technicité	Réception demande d'intervention	10 jours	1 000 € HT par jour calendaire sur simple constatation du maître d'ouvrage
Si taux de rendement des équipements inférieur à 90 % lors du phasage	Mise en service partiel de l'équipement concerné	2 semaines	5 000 € HT par jour calendaire sur simple constatation du maître d'ouvrage ou après avertissement
Retard dans la présentation des échantillons, de matériaux et matériels	Date de la demande fixée dans le CR de chantier	Délai fixé dans le CR de chantier	100 € HT par échantillon et par jour sur simple constatation du maître d'ouvrage

24.4. - Pénalités relatives à la tenue du chantier

Objet	Point de départ	Délai	Montant
Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, le maintien en bon état de propreté et le nettoyage du chantier, la sécurité, et à la signalisation de chantier	Date du constat écrit	-	300 € HT par infraction sur simple constatation du maître d'ouvrage ou du CSPS
Non-respect des règlements en matière d'émission de bruits de chantier	Date du constat écrit	-	300 € HT par infraction après constatation immédiate contradictoire entre le maître d'ouvrage et le titulaire
Dépôt de matériaux, matériels, gravois, terres en dehors des zones prescrites	Date du constat écrit	-	300 € HT par infraction après constatation immédiate contradictoire entre le maître d'ouvrage et le titulaire
- Utilisation d'un circuit non réservé au chantier - Carence en matière d'ouverture et de fermeture du chantier - Tenue non conforme - Non-respect de l'interdiction de fumer ou de vapoter - Branchement ou raccordement des outillages électriques de chantier aux installations électriques du maître d'ouvrage sans accord préalable expresse	-	-	150 € HT par Infraction sur simple constatation du maître d'ouvrage ou du CSPS
Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	Date de réception des travaux indiquée dans le PV des OPR	Suivant PTD	300 € HT par jour calendaire de retard sur simple constatation du maître d'ouvrage

24.5. - Pénalités relatives au quota de petites et moyennes entreprises et artisans

24.5.1. - Absence de transmission du tableau de suivi

L'absence de transmission du tableau de suivi en fin de marché sera sanctionnée par une pénalité de **150 € HT** par jour calendaire de retard.

24.5.2. - Non-respect des engagements contractuels en termes de quotas

Si en fin de marché le quota ayant fait l'objet d'un engagement contractuel n'a pas été respecté, le titulaire se verra appliquer une pénalité égale à **25 % de la part du marché non affectée**.

24.6. - Pénalité relative à la sous-traitance

24.6.1. - Pénalité applicable en cas de défaut de communication du contrat de sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande en application de l'article 5.1.6.2. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de **quinze jours** courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 500 € HT** par manquement constaté.

24.6.2. - Pénalité applicable en cas de sous-traitance occulte

Toute sous-traitance occulte constatée par le maître d'ouvrage ou le CSPS, sera sanctionnée sans mise en demeure préalable par une pénalité de **1 500 € HT** par constat.

24.6.3. - Pénalité pour retard dans la régularisation d'un sous-traitant

Dans le cas d'une demande de régularisation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage fixe un délai de régularisation dans la mise en demeure. En cas de dépassement du délai de régularisation, le maître d'ouvrage ou son représentant appliquera une pénalité de **1 500 € HT** par jour calendaire de retard.

24.7. - Pénalités relatives à l'obligation d'identification professionnelle sécurisée des personnes présentes sur le chantier

24.7.1. - Absence du port de la carte d'identification professionnelle

L'absence du port de la carte sécurisée d'identification professionnelle sera sanctionnée par une pénalité de **150 € HT** sur simple constatation par le maître d'ouvrage ou le CSPS.

24.7.2. - Absence de transmission de l'enregistrement des personnes employées sur le chantier

L'absence de transmission de l'enregistrement des personnes employées sur le chantier dans les **quinze jours** de la demande du maître d'ouvrage sera sanctionnée par une pénalité de **150 € HT** par jour calendaire de retard.

24.8. - Pénalité en cas de détachement d'étrangers

24.8.1. - Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de **1500 € HT** sur simple constat du maître d'ouvrage.

Le défaut de communication dans les **quinze jours** à compter de la demande du maître d'ouvrage de l'accusé de réception de la déclaration de détachement expose le titulaire à une pénalité journalière de **3 000 € HT** par jour calendaire.

24.8.2. - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de **1 500 € HT** sur simple constat du maître d'ouvrage.

24.8.3. - Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les **quinze jours** à compter de la demande du maître d'ouvrage, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail expose le titulaire à une pénalité de **1 500 € HT** par jour calendaire de retard.

24.9. - Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

En cas de non-respect des obligations prévues au PTD et ses annexes concernant la gestion des déchets, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, une pénalité forfaitaire d'un montant de **500 € HT**, sur simple constat du maître d'ouvrage.

24.10. - Transmission des sous-détails de prix

Le titulaire aura un délai de **vingt jours** à compter de la date de demande de la transmission des sous-détails de prix, délai au-delà duquel il sera pénalisé à hauteur de **150 € HT** par jour calendaire de retard après mise en demeure restée infructueuse de justifier le retard.

24.11. - Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Reims

En cas de violation du règlement intérieur du CHU de Reims, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **100 € HT** par manquement constaté.

24.12. - Cumul des pénalités

Toutes les pénalités sont cumulables.

24.13. - Plafonnement des pénalités

Les pénalités ne sont pas plafonnées.

24.14. - Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au marché.

ARTICLE XXV - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Dans le cas où le Centre Hospitalier Universitaire a décidé de retenir une ou plusieurs des Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) relatives à la maintenance (PSE n° 07 à 10), les dispositions de la présente partie s'appliquent.

25.1. - Maintenance préventive

25.1.1. - Objectifs

Le candidat s'engage à effectuer des visites préventives annuelles ou bi annuelles le cas échéant pendant la durée totale du marché, période de garantie comprise, suivant leur expertise constructrice. Les occurrences de maintenance préventive sont à justifier.

Les visites préventives ont pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales, afin d'en assurer une utilisation optimale et la mise en conformité permanente au regard de la réglementation.

Au cours de ces visites, il sera notamment procédé à une révision complète des équipements comme suit :

- Vérification de l'état général de l'équipement et son nettoyage,
- Application de la procédure prévue par le fabricant dans son manuel technique (réglages, mesures, remplacement des pièces d'usure...),
- Amélioration de la sécurité et la fiabilité de l'installation,
- Mise à niveau des logiciels (installation de la version la plus récente à fonctionnalité initiale équivalente),
- Evaluation des performances générales de l'installation et les comparer aux performances initiales relevées lors de la mise en service,
- Vérification de la conformité de l'équipement avec les exigences éventuelles des circulaires et des textes réglementaires français et européens,
- Rappel des consignes d'utilisation,
- Rédaction d'un compte-rendu d'intervention,
- Remplacement de toutes pièces défectueuses ou usées.

25.1.2. - Limites de prestations

Le forfait de maintenance préventive couvre la main d'oeuvre, les frais de déplacements et séjours et la mise à disposition de l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne réalisation de la maintenance préventive (véhicules, E.P.I et outillage, équipements de manutention, protections, matériels de télécommunication...).

Dans le cadre du remplacement des pièces détachées découlant des visites préventives, seul le coût des pièces détachées sera rémunéré par présentation d'un devis soumis à validation à la maîtrise d'ouvrage, selon les prix fixés dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ».

Les coûts de main d'oeuvre et de déplacements associés à ces remplacements de pièces détachées sont compris dans les forfaits de maintenance préventive.

Les défauts ou défaillances constatés lors de la maintenance préventive, nécessitant une opération de maintenance corrective, seront corrigés dans le cadre de la visite de maintenance préventive. Dans ce cas, il est entendu que le titulaire facture uniquement le temps passé ainsi que les éventuelles pièces détachées nécessaires à la remise en service, et non les frais de déplacement et de séjour qui sont considérés compris dans les prix unitaires forfaitisés de maintenance préventive.

25.1.3. - Comptes-rendus

Au vu du compte rendu de visite préventive, le titulaire pourra formuler des propositions d'interventions supplémentaires non prises en compte dans le forfait de maintenance préventive et indiquer les conséquences éventuelles en cas de refus, notamment sur le respect de ses engagements de performance.

Il donnera tout conseil qu'il jugera utile sur l'utilisation de l'équipement et les améliorations à apporter. Il signalera toute non-conformité à la réglementation en vigueur et avertira le Centre Hospitalier Universitaire de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires. Le compte-rendu d'entretien sera communiqué au Centre Hospitalier Universitaire dans un délai maximum de **72 heures** à compter du lendemain de l'intervention.

25.2. - Maintenance corrective

25.2.1. - Objectifs

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en service de matériels, équipements et installations à la suite d'une défaillance constatée.

25.2.2. - Limites de prestations

La main d'œuvre, les frais de déplacements et de séjours, la fourniture des pièces, organes ou composants garanties « pièces neuves » (dans leur emballage d'origine) nécessaires aux réparations, remplacements ou remises en état donnent lieu à facturation.

L'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations conformément à la réglementation en vigueur sont réputés inclus et ne donnent pas lieu à facturation (véhicules, E.P.I et outillage, équipements de manutention, protections, matériels de télécommunication...).

25.2.3. - Comptes-rendus

Toute intervention donnera lieu à l'établissement par le titulaire d'un compte-rendu technique daté et signé par le technicien. Ce compte-rendu décrira les opérations réalisées et la liste des pièces remplacées de façon à attester que les opérations prévues ont bien été effectuées, ainsi que les dates et heures de début et de fin de ces interventions.

Le compte-rendu d'intervention sera communiqué au Centre Hospitalier Universitaire dans un délai maximum de **24 heures** à compter du lendemain de l'intervention.

ARTICLE XXVI - CONDITIONS D'EXECUTION

26.1. - Modalités de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande. Le bon de commande est communiqué par mail.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire du marché,
- la référence au présent marché,
- la désignation des prestations à exécuter,
- les quantités commandées,
- la date ou les délais et le lieu de livraison.

26.2. - Période d'intervention et délais d'exécution

26.2.1. - Maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive auront lieu durant les jours ouvrés, c'est-à-dire du **lundi au vendredi inclus hors jours fériés** et de **15h00 à 18h00**.

Les dates et heures exactes de ces visites sont fixées d'un commun accord entre le titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire.

A défaut de cet accord, le titulaire doit prévoir un préavis pour chaque visite d'au moins **quinze jours**.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre partie au moins **cinq jours calendaires** avant la date prévue.

26.2.2. - Assistance et formation des différents utilisateurs

Les formations sont organisées dans le cadre du forfait de maintenance préventive.

Leur organisation et leur rythme seront fixés d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

26.2.3. - Maintenance corrective

La demande d'intervention est faite par simple appel téléphonique et confirmée par mail.

A compter de la réception de cette demande par mail, le titulaire s'engage à intervenir dans les délais et plages horaires définis ci-dessous :

Type de délais	Niveau de criticité	Délai max	heures couvertes
Délai maximal de prise en compte (Temps maximal entre la déclaration de la panne et la confirmation formelle de son enregistrement)		30 min	7j/7 6h-18h
Délai maximal d'intervention sur site (Temps maximal entre la déclaration et l'arrivée effective du technicien)	Equipement critique	4h	5j/7 6h-18h
	Equipement non critique	48h	5j/7, 6h-18h
Délai maximal d'établissement du diagnostic (Temps entre l'arrivée sur site ou de prise en charge à distance, et l'émission d'un diagnostic formalisé)	Equipement critique	1h	5j/7 6h-18h
	Equipement non critique	24h	5j/7, 6h-18h
Délai de remise en service de l'équipement (Temps maximal entre l'enregistrement de la panne et la remise en fonctionnement opérationnel de l'équipement.)	Equipement critique	24h	5j/7 24h/24
	Equipement non critique	5 jours	5j/7, 6h-18h
Délai d'approvisionnement des pièces détachées standards	Equipement critique	stock critique sur site à définir par le fournisseur	
	Equipement non critique	5 jours	5j/7, 6h-18h
Délais de mise à disposition d'un matériel de substitution ou d'une solution provisoire	Equipement critique	Fournir les délais de remplacement des équipements critiques	
	Equipement non critique		
Equipement critique : Equipement ne possédant pas de Back up et/ou dont l'indisponibilité entraîne un arrêt total d'un type de production			
Equipement non critique : Equipement ayant un back up et/ou dont l'indisponibilité n'entraîne pas un arrêt total d'un type de production			

26.3. - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Centre Hospitalier Universitaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE XXVII - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

27.1. - Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

27.2. - Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du Centre Hospitalier Universitaire pour les opérations qui doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

27.3. - Délais de vérification

Le délai imparti au Centre Hospitalier Universitaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de **quinze jours**. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.

Pour les autres cas, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

27.4. - Décisions après vérification

27.4.1. - Vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le Centre Hospitalier Universitaire peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

27.4.2. - Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le Centre Hospitalier Universitaire prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

27.5. - Admission, ajournement, réfaction et rejet

27.5.1. - Admission

Le Centre Hospitalier Universitaire prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de **quinze jours** à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

27.5.2. - Ajournement

Lorsque le Centre Hospitalier Universitaire estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de **quinze jours**.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de **dix jours** à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le Centre Hospitalier Universitaire a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de **quinze jours** suivant la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de **dix jours** ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par le Centre Hospitalier Universitaire au-delà de ce délai de **quinze jours** vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le Centre Hospitalier Universitaire dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire, le titulaire dispose d'un délai de **quinze jours**, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le Centre Hospitalier Universitaire, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

27.5.3. - Réfaction

Lorsque le Centre Hospitalier Universitaire estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les **quinze jours** suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le Centre Hospitalier Universitaire dispose ensuite de **quinze jours** pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

27.5.4. - Rejet

Lorsque le Centre Hospitalier Universitaire estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de **trente jours** à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

ARTICLE XXVIII - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

28.1. - Contenu des prix

Pour l'ensemble des prestations de maintenance, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

A des fins de vérification, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve la possibilité à tout moment de demander les tarifs des pièces détachées pratiqués par le fournisseur du titulaire.

28.2. - Forme des prix dans le cadre des prestations de maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive sont rémunérées par application des prix unitaires forfaitisés indiqués dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ».

28.3. - Forme des prix dans le cadre des prestations de maintenance corrective

Concernant le coût de la main-d'œuvre :

Ce coût est réglé par application au temps passé du coût horaire adéquat indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ».

Concernant les frais de déplacement et de séjour :

Ces frais sont réglés selon le prix unitaire forfaitisé par intervention adéquat indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ».

Concernant le coût de la fourniture des pièces, organes ou composants neufs nécessaires aux réparations, remplacement ou remise en état :

- Pour les pièces détachées listées dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) », ce coût est réglé par application des prix unitaires précisés dans le BPU.
- Pour les pièces détachées non référencées dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) », ce coût est réglé après application par le titulaire sur le tarif des pièces détachées pratiqué par son (ses) fournisseur(s) du coefficient majorateur indiqué dans le BPU.

Concernant le coût de la fourniture et la pose des petites fournitures et consommables (produits d'entretien et de nettoyage, graisse, etc...) et l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur, nécessaires à la bonne exécution de ces prestations (véhicules, E.P.I et outillage, équipements de manutention, protections, matériels de télécommunication...) :

Ce coût est à la charge du titulaire.

28.4. - Variation des prix - Choix du type de variation des prix

28.4.1. - Prestations de maintenance préventive

Les prix sont révisibles par ajustement sur les nouveaux tarifs du titulaire à chaque date d'anniversaire du marché.

Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au Centre Hospitalier Universitaire, **au moins un mois** avant la date de révision des prix du marché. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

Clause de sauvegarde :

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 3 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que **trois mois** après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de **trois mois** seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3 %.

28.4.2. - Prestations de maintenance corrective

Concernant les pièces détachées non référencées dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) » :

Lorsque le tarif du fournisseur du titulaire est modifié en cours d'exécution du marché, le titulaire fournit le nouveau tarif ou un extrait certifié conforme par mail, **un mois** avant la date d'effet du nouveau tarif au Centre Hospitalier Universitaire.

Clause de sauvegarde :

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 3 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que **trois mois** après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de **trois mois** seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3 %.

Concernant le coût de la main d'œuvre et les pièces détachées principales listées dans l'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) » :

Le coût horaire de la main d'œuvre et le coût unitaire des principales pièces détachées sont révisés dans les conditions prévues à l'article 28.4.1.

28.5. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE XXIX - PÉNALITÉS

29.1. - Pénalités relatives aux obligations de résultat

Objet	Point de départ	Délai	Montant
Visite de maintenance préventive	Dates et heures exactes fixées d'un commun accord entre le titulaire	Sur constatation	150 € HT par heure de retard
Délai maximal de prise en compte (temps maximal entre la déclaration de la panne et la confirmation formelle de son enregistrement)	Demande du maître d'ouvrage par téléphone confirmée par mail	Cf. délais et plages horaires prévus à l'article 26.2.3	150 € HT par heure de retard pour les équipements critiques 100 € HT par heure de retard pour les équipements non critiques

Délai maximal d'intervention sur site (temps maximal entre la déclaration et l'arrivée effective du technicien)	Demande du maître d'ouvrage par téléphone confirmée par mail	Cf. délais et plages horaires prévus à l'article 26.2.3	150 € HT par heure de retard pour les équipements critiques 100 € HT par heure de retard pour les équipements non critiques
Délai maximal d'établissement du diagnostic (temps entre l'arrivée sur site ou de prise en charge à distance, et l'émission d'un diagnostic formalisé)	Demande du maître d'ouvrage par téléphone confirmée par mail	Cf. délais et plages horaires prévus à l'article 26.2.3	150 € HT par heure de retard pour les équipements critiques 100 € HT par heure de retard pour les équipements non critiques
Retard dans une tâches planifiées	Date fixée dans le marché	Délai fixé dans le marché	150 € HT par tâche et par semaine de retard
Nombre de pannes bloquantes* au-dessus du nombre prévu par le PTD <small>(*qui ne permettent pas l'utilisation du process dans des conditions normales)</small>	Selon offre	Annuelle	700 € HT par panne supplémentaire
Retard dans la levées des observations des organismes de contrôles	Date fixée	1 mois	150 € HT par jour calendaire de retard et pour chaque rapport
Durée d'indisponibilité dans le cadre de la maintenance préventive	Date et heure de la visite	6 heures	100 € HT par heure de retard
Durée d'indisponibilité dans le cadre de la maintenance corrective pour les équipements critiques définis à l'article 26.2.3	Demande du maître d'ouvrage par téléphone confirmée par mail	Cf. délais et plages horaires prévus à l'article 26.2.3	1 000 € HT par heure de retard
Durée d'indisponibilité dans le cadre de la maintenance corrective pour les équipements non critiques définis à l'article 26.2.3	Demande du maître d'ouvrage par téléphone confirmée par mail	Cf. délais et plages horaires prévus à l'article 26.2.3	300 € HT par heure de retard
Non transmission du bordereau de suivi ou de dépôt des déchets	Mis en demeure	7 jours	500 € HT par jour calendaire de retard
Absence de réalisation des prestations d'entretien après état des lieux de sortie	Mise en demeure	Selon délai fixé dans la mise en demeure	1 500 € HT par jour calendaire de retard

29.2. - Pénalités relatives aux engagements de performances

Objet	Point de départ	Délai	Montant
Ecart constaté de consommation énergétique par rapport aux engagements de performance (process et bâtiment)	Journée entière (démarrage et fermeture usine inclus) de mesure des performances en coordination avec le titulaire	3 mois	Compensation en valeur numéraire des écarts constatés par rapport aux engagements sur supérieur à ceux annoncés dans le marché
Ecart constaté de capacitaire process	Journée entière (démarrage et fermeture usine inclus) de mesure des performances en coordination avec le titulaire	3 mois	Compensation en travaux ou machines adaptées pour répondre au besoin
Ecart constaté de capacitaire température au poste et luminosité	Journée entière (démarrage et fermeture usine inclus) de mesure des performances en coordination avec le titulaire	3 mois	Travaux amélioratifs pour mise à niveau suivant engagement

29.3. - Pénalités dues pour le non-respect des délais de remise des rapports

Objet	Point de départ	Délai	Montant
Rapport de visite (maintenance préventive)	Lendemain de l'intervention	72 heures	150 € HT par jour ouvré de retard
Compte-rendu technique d'intervention (maintenance corrective)	Lendemain de l'intervention	24 heures	150 € HT par jour ouvré de retard
Remise d'un devis	Date de demande	7 jours calendaires	300 € HT par jour calendaire de retard

29.4. - Cumul des pénalités

Toutes les pénalités des articles 29.1 à 29.13 sont cumulables, notamment avec les pénalités relatives à la conception et à la réalisation définies aux articles 24.2 à 24.12.

29.5. - Plafonnement des pénalités

Les pénalités ne sont pas plafonnées.

Reims, le 27 février 2026

Pour la Directrice Générale et par délégation,
Le Directeur du Pôle Investissements, Logistique,
Achats et Transition Ecologique

Fabrice DEL SOL